

17 mai 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Radio-France internationale, sur la politique africaine de la France, Paris, lundi 17 mai 1982.

Question.- Monsieur le Président, vous entamez après-demain mercredi 19 mai, votre premier voyage en Afrique au sud du Sahara. Quelle signification accordez-vous à ce déplacement ?

- Le Président.- Je voudrais d'abord que ceux qui m'écoutent par votre intermédiaire, sachent avec quel plaisir, je me retrouverai sur le sol de l'Afrique noire. Avec ceux qui seront mes interlocuteurs, j'entretiens des relations d'amitié confiante qui, dans certains cas, sont constantes et très vives depuis des décennies. Je vais m'adresser à ces peuples, particulièrement à ceux que je vais visiter, pour leur dire, non seulement que cela constituera une étape dans nos relations que je crois fécondes, mais que c'est pour moi un honneur que de pouvoir saluer chez eux ceux qui vont me recevoir, qui représentent, à leur façon, une longue et grande histoire. Les liens de la France et de l'Afrique noire, va-t-on y insister ? J'espère seulement pouvoir leur donner un tour qui conviendra à l'histoire de notre temps.\

Question.- Monsieur le Président, au-cours de ce voyage, vous visiterez le Niger, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Expliquant ce choix, et citant de hauts fonctionnaires français, un hebdomadaire africain écrit que ces trois pays, avec le Cameroun et le Gabon, sont "les pays qui comptent pour Paris". Que pensez-vous de cette appréciation ? D'autres raisons expliquent-elles ce choix ?

- Le Président.- Ces pays comptent et comptent beaucoup, mais ils ne sont pas les seuls à compter. Il ne faut pas voir dans mon choix une hiérarchie dans les intérêts de la France, mais enfin qui pourrait ignorer que la Côte d'Ivoire, le Sénégal au premier chef, représentent vraiment à travers l'histoire de la France et particulièrement du dernier tiers de siècle, les éléments solides et fondamentaux d'une politique en Afrique ? Et qui pourrait oublier les efforts accomplis au Niger, qui font que ce pays représente pour nous beaucoup. Enfin, je m'arrêterai au retour en Mauritanie, à la suite de l'invitation que j'ai reçue. C'est pour nous absolument nécessaire de garder de bons contacts avec ce pays. J'aurais pu aller ailleurs, mais disons que mes relations personnelles déjà très anciennes avec les équipes dirigeantes de Côte d'Ivoire, du Sénégal, elles seules, pouvaient justifier, non pas cette préférence, mais cette chronologie. J'irai bientôt dans d'autres pays d'Afrique noire et on y constatera les préoccupations de la France, les sentiments que nous portons à ces peuples. On y constatera que l'intérêt général est aussi bien représenté par ceux que je visiterai que par ceux que j'aurai d'abord rencontrés.\

Question.- Lors de la conférence de Cancun, en octobre 1981 comme en d'autres occasions, vous avez affirmé avec force et netteté la solidarité de la France avec le tiers monde, avec "les trois continents du sous-développement". Par ailleurs, le ministère de la coopération et du développement voit ses attributions élargies jusqu'à devenir un véritable ministère du tiers monde. Par-rapport à ces nouvelles orientations de la politique extérieure française, comment envisagez-vous l'évolution propre des relations traditionnelles et jusqu'alors privilégiées de la France avec l'Afrique francophone ?

- Le Président.- Que nous ayons des objectifs ambitieux à l'égard du tiers monde, c'est sûr. Que nous considérions que cela doit être l'un des axes principaux du gouvernement à direction socialiste et, en tout cas, de la ligne de mon septennat, sans aucun doute. Que nous ayons à veiller de très près, dans les organisations internationales, à ce que les problèmes du sud restent

venir de très près, dans les organisations internationales, à ce que les problèmes de ces régions très présentes à l'esprit des puissances industrialisées du nord, on en aperçoit la nécessité surtout avec la fâcheuse évolution de ces derniers mois. Donc ne revenons pas là-dessus. Je corrigerai peut-être votre propos sur un point. Le ministère de la coopération et du développement ne devient pas le ministère du tiers monde & j'ai au contraire tenu à ce que ses activités s'insèrent dans-le-cadre du ministère des relations extérieures. Le ministère de la coopération et du développement remplit un rôle spécifique dont vous connaissez l'importance, mais il ne doit pas se substituer au ministère des relations extérieures. Les grandes directions qui viennent d'être créées situeront leur action dans-le-cadre de l'activité générale de nos affaires étrangères. Il ne faut pas s'y tromper.\

Question.- L'esprit de Cancun se caractérise comme la volonté de renforcer et d'aménager le dialogue et la complémentarité entre le nord et le sud de la planète. Concrètement, dans les - rapports politiques et économiques, avec les Etats, avec les organisations régionales ou continentales comme l'Organisation de l'unité africaine, comment comptez-vous faire passer cet esprit ou cette volonté dans les faits ?

- Le Président.- Pour ce qui concerne la France, nous le démontrons tous les jours. Vous connaissez les nouvelles dispositions qui ont été adoptées à propos de l'AID, la façon dont, soudainement et considérablement, les Américains `Etats-Unis` ont diminué leur contribution et, à leur suite, la plupart des pays. Eh bien la France est l'un de ceux, avec les pays scandinaves et la Grande-Bretagne, à avoir décidé de maintenir leur contribution en dépit de tout. Nous avons également pris parti pour élever notre contribution générale au niveau qui est demandé par les institutions internationales, aux grands pays industrialisés, c'est-à-dire 0,7 % de leur produit national brut `PNB`. Nous avons établi un plan, sur les années prochaines, pour y parvenir, et nous avons commencé dans ce budget. De même, pour le 0,15 % à l'égard des pays les plus pauvres `PMA`.\

`Réponse`

- Donc, chaque fois qu'il s'agit de marquer l'accord de nos actes avec nos paroles, on peut constater à quel point nous sommes fidèles à cet engagement. Nous avons une démarche tout à fait concrète. Nous nous sommes faits les avocats de cette cause, dans les associations et les groupements, les unions, les conférences internationales, autour de quelques pôles assez faciles à définir. Nous avons été en pointe pour cet AID & nous sommes en pointe pour ce qu'on appelle la filière énergie, tout au moins toute forme qui permettrait de contribuer au développement des énergies autres que le pétrole, dans les pays du tiers monde. Nous voulons absolument développer une politique agricole qui soit une politique, autant que possible, d'autosuffisance `alimentaire` et qui devrait nous permettre, par la science, la recherche, de multiplier les capacités de production agricole où l'on constate que des résultats tout à fait remarquables ont été obtenus. C'est le cas dans un pays comme l'Inde. Pourquoi n'agirait-on pas de la même façon ailleurs ?

- Un point sur lequel nous rencontrons plus de difficultés et qui nous paraît pourtant nécessaire, c'est la stabilisation des cours des matières premières, l'état actuel de la spéculation interdit pratiquement tout plan de co-développement, et c'est tout à fait désastreux pour le sort de ces pays. La France, à cet égard, n'arrêtera pas d'en parler à ses partenaires pour parvenir à les convaincre.\

Question.- L'Afrique, comme une partie du monde arabe, est aujourd'hui déchirée, divisée sur quelques questions graves : le drame du Tchad, le devenir de l'ex-Sahara espagnol. Sur de telles questions, comment définissez-vous l'attitude et le rôle de la France par-rapport, d'une part, à votre prédécesseur, par-rapport, d'autre part, aux deux super-puissances ?

- Le Président.- Je ne cherche pas à me distinguer de la politique antérieure & il y a ce que j'ai dit de la politique que je ferai & il y a la politique que je fais. Il appartiendra aux commentateurs et aux historiens de marquer les différences. Par-rapport à l'ensemble de ces pays, notre politique consiste à préserver toutes nos capacités d'entente, autour du développement économique - nous venons d'en parler - mais aussi, le cas échéant, autour de la sécurité. L'indépendance de ces pays, lorsqu'ils estiment avoir à compter sur la France pour l'assurer eh bien nous en débattons,

nous en discutons et nous respectons nos engagements. Il y a simplement un point délicat : nous ne voulons pas que soit confondue la présence de la France sur-le-plan militaire, pour l'indépendance de ces pays, avec l'intervention dans les affaires intérieures. Cela complique les choses, naturellement, et seule une appréciation concrète, précise par-rapport à chaque problème, permet de conclure justement. Mais, aujourd'hui, nul ne peut, en Afrique, doter des volontés de la France qui sont à l'opposé de toute tentative à caractère interventionniste, impérialiste ou colonialiste. Je crois que chacun en est convaincu, ce qui est un progrès important.\

`Réponse` Vous m'avez parlé du Tchad. Les influences étrangères ne s'exercent plus, du moins directement. La Libye s'est retirée du Tchad et, pour ce qui nous concerne, nous avons, bien entendu gardé des relations avec le gouvernement reconnu par l'Organisation de l'unité africaine `OUA`. Ce gouvernement, le GUNT, dit d'union nationale du Tchad, est, à l'heure actuelle, en place et nous respectons les engagements que nous avons pris. Mais nous n'avons pas à intervenir au-delà, dans les difficultés qui sont des difficultés internes, c'est-à-dire des luttes entre des groupes qui contestent le gouvernement et des groupes qui le soutiennent. Ce que nous souhaitons, c'est que l'indépendance et l'unité de ce pays soient préservées.\

`Réponse` Pour les problèmes du Sahara occidental, nous avons fait connaître nos positions depuis longtemps. Nous pensons que les Sahraouis ont bien le droit de s'autodéterminer comme les autres qui l'ont fait. C'est le droit international reconnu, dans-le-cadre des frontières et des territoires hérités du système colonial. C'est comme cela. Donc, tout ce qui va dans le sens d'un référendum, d'une consultation libre des populations, correspond à nos sentiments. Là-dessus, se sont greffés, vous le savez, des antagonismes entre les pays voisins du Sahara occidental et, comme nous avons nous-mêmes des relations traditionnellement très bonnes avec le Maroc, avec l'Algérie, comme nous voulons le maintien de l'indépendance de la Mauritanie nous intervenons toujours dans le sens de la conciliation. Nous cherchons, bref, à harmoniser nos amitiés, en montrant que la France n'a pas de partialité dans cette affaire, qu'elle défend ce qui est le droit reconnu par l'ensemble des institutions internationales, mais en faisant jouer ce que je pourrais appeler les "bons offices" pour que l'on se comprenne mieux et que, finalement, ce soit une ère de paix, y compris dans les esprits, qui finisse par prévaloir dans cette région. Alors, je le répète, que ces populations se déterminent dans des conditions d'impartialité, qui peuvent être parfaitement contrôlées par les organisations de la région, par l'Organisation de l'unité africaine `OUA` qui, d'ailleurs, s'en occupe fort bien.\

Question.- Si vous le permettez, je voudrais revenir en arrière, sur la politique africaine de la France au-cours du précédent septennat. Cette politique a fait l'objet, de votre part, de critiques parfois virulentes. Comment caractérisez-vous le changement que vous y avez introduit ?

- Le Président.- C'est une question à laquelle je ne réponds pas. Je ne veux pas caractériser certaines conceptions que j'ai bâties à travers les années, à travers les expériences vécues. J'ai été responsable d'une grande zone de l'Afrique, l'Afrique de l'époque, au lendemain de la deuxième guerre mondiale : l'Afrique française, plus Madagascar. J'ai appris à connaître les hommes, les équipes, à évaluer les ressources et à imaginer ce que pouvait être le devenir de ces pays, dont la meilleure voie était celle de l'indépendance et de la responsabilité.

- Je crois avoir préservé, à travers le temps, les amitiés que je m'y suis faites. J'essaie autant que possible de participer à l'affirmation de ces pays tout en défendant, naturellement, et en tentant d'accroître les justes intérêts français, dont le dernier n'est pas la francophonie. Le fait est que notre langue est pratiquée, au-delà des élites, par des millions de personnes en Afrique et le fait est que beaucoup de médecins, d'ingénieurs, d'instituteurs, d'enseignants, de coopérants - ma liste n'est pas limitative - puissent encore aujourd'hui participer, comme ils l'ont toujours fait, au développement humain, économique et social de ces pays. J'accentue le trait, j'essaie de continuer, dans l'histoire, un sillon déjà creusé longtemps avant moi. Dans ce sens, il y a continuité. Ma façon d'aborder les problèmes est sans doute différente. C'est à vous de les apprécier, ce n'est pas à moi.\

Question.- Monsieur le Président, le voyage que vous allez effectuer, vous le disiez tout à l'heure,

comporte à l'aller une escale à Alger, au retour, une autre à Nouakchott. Peut-on connaître les sujets que vous comptez aborder avec les présidents algérien et mauritanien lors des entretiens rapides que vous aurez avec eux ?

- Le Président.- Le rendez-vous d'Alger a été pris au mois de novembre, lorsque je suis allé en Algérie. Avec le président Chadli, nous discutons à l'époque de nos intérêts économiques communs, du futur contrat de gaz, etc. Et nous nous étions dit qu'il serait peut-être bon que nous puissions nous rencontrer quelques mois plus tard pour faire le point. Est-ce que le développement de nos relations aurait été réussi ? Est-ce qu'il aurait avancé ? Le président Chadli m'avait dit : "si vous avez l'occasion vous-même, puisque vous irez certainement dans d'autres pays de l'Afrique, je serai heureux de vous recevoir". Il avait ajouté "à-titre privé", ce qui était une invitation à laquelle j'étais particulièrement sensible. De sorte que, quand j'ai décidé de me rendre en Afrique noire, j'ai téléphoné au président Chadli, je m'arrêterai donc pour une escale à Alger et je prendrai un repas avec le président Chadli et nous retrouverons nos conversations d'il y a quelques mois. Ce n'est donc pas du tout une invitation de circonstance et ce n'est pas lié aux problèmes de l'heure, mais nous ne manquerons certainement pas de nous en entretenir.

Question.- Le Tchad, le Sahara occidental, le Proche-Orient.

- Le Président.- Vous m'avez parlé de la Mauritanie aussi. Revenant de Dakar, je devais rentrer directement à Paris. J'ai vu le président Haidallah à Paris il y a quelques temps. Il m'a dit : "cela me ferait plaisir, cela serait très utile que nous puissions vous recevoir à votre passage à Nouakchott `Mauritanie` ". Alors, je m'y arrêterai pour quelques heures.

- Vous évoquez, pour les autres pays en question, les conflits, les difficultés inhérentes à toute société humaine. C'est comme cela. L'Afrique n'est pas en repos. Elle a connu tant de chocs, de contre-chocs au-cours de ces dernières décennies que c'est bien normal. Et puis, enfin, c'est la vie. Moi, je me trouve affronté à bien des compétitions, mais je ne suis pas partie, la France n'est pas partie dans ces compétitions. Les difficultés que vous avez, par exemple au Maghreb, entre différents pays de cette région, les difficultés qui séparent quelques pays africains entre eux, ou des blocs de pays, les rivalités idéologiques, les courants d'intérêts... La France n'est pas partie dans ces débats. Elle intervient également, à l'égard de chacun et elle est disponible pour tous et, même si des liens historiques ou des liens personnels font qu'il y a une -nature particulière à certains types de nos -rapports, cela n'empêche rien : la France est présente pour tous.

Question.- Une dernière question, si vous voulez bien, monsieur le Président, qui est d'actualité, et qui risque de le rester longtemps. Le Zaïre vient de rétablir ses relations diplomatiques avec Israël. D'autres pays africains pourraient suivre cet exemple. Que pensez-vous de cette décision qui, déjà suscite des réactions défavorables et des inquiétudes dans le monde arabe, et qui risque de constituer en Afrique un nouveau germe de division ?

- Le Président.- Je ne me sens pas qualifié pour intervenir dans les décisions que prend le Zaïre. La France elle-même a des relations diplomatiques avec tous les Etats arabes et elle en a avec Israël. Nous avons des relations diplomatiques avec presque tous les pays du monde, quel que soit leur choix idéologique, politique, et parfois en dépit de conflits extrêmement sérieux. Vous connaissez les derniers développements de nos difficultés avec certains éléments de la représentation diplomatique syrienne. Nous n'avons pas rompu nos relations avec la Syrie. Vous savez toutes les réserves que nous avons faites et que nous faisons sur le -cours de l'évolution en Pologne. Nous avons des relations politiques avec la Pologne, et c'est une bonne chose. Je ne crois pas que ce soit une bonne manière d'aborder les problèmes difficiles qui peuvent parfois nous opposer ou nous séparer de certains pays, de rompre des relations diplomatiques quand on n'a pas de relations diplomatiques, il faut les rechercher. J'essaierai d'ouvrir encore le champ, car il est quelques pays qui échappent à ce type de relations. Je n'ai pas à faire de choix. Il peut se poser des problèmes d'une gravité telle qu'on puisse réfléchir à deux fois avant d'établir des relations diplomatiques, mais c'est l'exception qui confirme la règle. Alors, que le Zaïre agisse ainsi, je n'ai pas à m'en étonner et je ne vois pas pourquoi les pays d'Afrique noire qui reconnaissent Israël pourraient être privés de reconnaître des pays arabes ou le contraire. Cela dit : "c'est leur affaire". Je n'ai pas à leur donner de conseils sur la façon de se conduire sur la scène internationale. Cela serait manquer complètement à la façon dont je procède et surtout à mes

internationales sera être marqué complètement à la façon dont je procède et surtout à mes convictions. Chacun de ces pays est majeur et je ne répondrai pas davantage à cette interrogation.\